

RAPPORT POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA SUISSE

2016

Le PDC salue le rapport établi par le Département fédéral des affaires étrangères. Son contenu est riche; et de surcroît, il est agréable à lire.

Certes, la période que nous traversons constitue une nouvelle donne, avec une remise en question de l'ordre international libéral tel que nous l'avons connu depuis l'après-guerre. La montée en puissance des nationalismes, du protectionnisme (ou peut-être serait-il plus juste de parler d'isolationnisme) s'est manifestée l'an dernier au travers du Brexit et de l'élection du Président Donald Trump. Des phénomènes semblables se sont d'ailleurs produits dans d'autres pays. La remise en question du libre-échange, ainsi d'ailleurs que celle de bon nombre d'institutions internationales, constituent autant de défis auquel un petit pays comme le nôtre est confronté. Celui-ci vivant de la valeur ajoutée qu'il engendre et donc des échanges internationaux dont il se nourrit, a besoin d'un monde qui reste ouvert et un tant soit peu stable. Ceci tout près de chez nous, de même que dans un contexte plus large.

Un mot sur notre neutralité. Ceci est un des principes fondamentaux de notre politique extérieure. Mais cela ne signifie pas un devoir d'être timoré. Nous avons le droit de nous engager pour La Défense de nos valeurs. Et le Conseil fédéral a raison de la faire.

EUROPE

Dans notre environnement immédiat s'est posée la question cruciale de nos relations avec l'Union européenne. Certes, il ne s'agit pas là de donner un blanc-seing à la manière dont fonctionnent les institutions communautaires. Nous sommes trop bien placés, avec notre tradition démocratique parfaitement rodée, pour ne pas voir les grains de sable qui dérangent ici et là le bon fonctionnement de la machine européenne. Pas besoin d'être plus royaliste que le roi. En revanche, c'est un fait que notre pays se situe en plein milieu du dispositif européen et que deux tiers de nos échanges (et donc notre prospérité) dépendent de nos voisins. C'est pourquoi ça a été un soulagement, au terme d'un long suspense, de parvenir en fin d'année à un début d'accord, préservant au moins l'essentiel. La ratification de l'accord de libre circulation avec la Croatie a assuré à la Suisse sa pleine association au programme "Horizon 2020".

Compte tenu du Brexit s'est ouverte en parallèle une deuxième négociation, celle-ci avec la Grande-Bretagne. En soi, rien n'indique d'obstacle majeur.

Mais ces deux discussions étant concomitantes, attention à ne pas commettre de faux-pas: "Mind the gap !".

MONDE

Si l'épineux dossier européen est celui qui nous affecte le plus directement, il n'empêche que l'évolution du monde en général peut à moyen terme avoir tout autant d'impact sur notre prospérité et sécurité. Dans un monde de plus en plus interconnecté, personne n'est complètement à l'abri de ce qui se passe ailleurs.

Parmi les principaux chambardements en cours, on songe bien sûr d'abord à la profonde remise en question par laquelle sont en train de passer les Etats-Unis, suite à l'élection de M. Donald Trump à la présidence. Quelles conséquences cela aura-t-il sur l'équilibre mondial? Le slogan "America First" va-t-il remettre en question les relations avec le Mexique, mais aussi avec l'Union européenne, la Russie et surtout la Chine? Probablement oui. Certes, les relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Suisse ne semblent pas directement menacées, pas davantage d'ailleurs que celles entre la Grande-Bretagne et notre pays. En revanche, le partiel désengagement américain des institutions multilatérales risque de peser lourd sur le bon fonctionnement d'une gouvernance mondiale digne de ce nom. Ceci ayant pour victimes collatérales l'Etat de droit, le bon fonctionnement de la démocratie et la paix dans certaines régions du monde, notamment aux confins de l'Europe.

C'est d'ailleurs pourquoi le Rapport 2016 du DFAE accorde une importance toute particulière à l'engagement de la Suisse en faveur de la paix et du développement dans les régions en crise, de la Syrie au Sahel. Cette zone, constituant l'environnement élargi de notre continent (allant du Moyen-Orient, en passant par la Corne de l'Afrique, jusqu'aux rebelles Touaregs) compte 34 pays, chacun avec sa propre problématique. Néanmoins se dégagent des lignes de force communes à la plupart d'entre eux: Etats fragiles, multiplication des conflits qui incluent de plus en plus d'acteurs non-étatiques (une quarantaines autour du Lac Tchad), avec en contre-point une tendance à la concentration des pouvoirs entre les mains des leaders locaux (comme en Turquie, mais ailleurs aussi), croissance démographique (notamment en Afrique sub-Saharienne) quand bien même le niveau de développement de la région laisse souvent à désirer. À quoi s'ajoute la problématique du changement climatique. C'est pourquoi cette région du monde est un creuset particulièrement propice aux crises humanitaires, à l'extrémisme violent et aux flux migratoires et de réfugiés.

APPROCHE INTÉGRÉE

Il vaut mieux agir en amont et prévenir les crises que d'essayer de réparer les pots cassés après coup. C'est bien pour cela que la Suisse cherche autant que possible à mener une action coordonnée en combinant les différents instruments à sa disposition. C'est ainsi que les objectifs stratégiques sont définis en commun par les différents acteurs en présence: Direction politique du DFAE (pour la vision d'ensemble), Division de la Sécurité Humaine (tant pour tâcher d'empêcher de façon préventive l'éclosion des conflits que pour agir par la suite en tant que médiateur, afin d'en sortir), Direction du Développement et de la Coopération (pour améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées et apporter si nécessaire une aide humanitaire), SECO (développement d'une saine économie de marché) et SEM (pour une gestion maîtrisée de l'immigration). Il est d'ailleurs important, aux yeux du PDC, qu'existe un lien effectif entre développement et migration. Car plus on parviendra à créer de réelles perspectives locales pour les jeunes de là-bas, moins on aura affaire à eux ici, avec tous les problèmes d'intégration culturelle et professionnelle que cela implique. Il s'agit par ailleurs de plus en plus de traiter les problèmes de façon transversale, la diplomatie de l'eau étant à cet égard un bon exemple. L'engagement de la Suisse en faveur du processus de paix en Colombie - comme je viens de pouvoir m'en rendre compte parmi mes propres yeux - en est un autre.

MULTILATÉRAL

Outre toutes ses relations bilatérales, assurées par nos 170 représentations à l'étranger, la Suisse tient à soigner sa présence au sein des enceintes multilatérales. C'est ainsi qu'elle a été invitée par la Chine à prendre part à la Conférence des Ministres des Finances du G20. Nous soutenons aussi toutes les mesures permettant d'améliorer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, notamment en ce qui concerne son Conseil de Sécurité. Une telle approche multilatérale s'avère souvent la mieux à même de traiter des sujets sensibles liés à la paix et la sécurité, tels que le contrôle des armements, la lutte contre le terrorisme ou la cyber-sécurité.

Finalement, la Suisse est très active en matière de réflexion et promotion du droit international, notamment du droit humanitaire. Dans son "Appel du 13 Juin", la Suisse s'engage en faveur d'un meilleur respect des droits de l'Homme au niveau de la prévention des conflits. Elle a été soutenue par 70 pays.

C'est donc en résumé une approche cohérente, inclusive et efficace que mène la Suisse, mettant en avant les conditions nécessaires à la prospérité du pays, mais aussi de façon plus générale la Paix et la sécurité.

Claude Béglé, Conseiller national